



Empoisonnement de plus de **40 travailleurs** dans un dépôt de Salaam Bank

P.6



Actualités régionales

Éditorial P.2 Quitter le canapé

Actualités nationales

Deux enfants meurent, l'un noyé, l'autre brûlé vif dans un incendie P.4

Deux injections, deux morts au dispensaire de Hayabley à Balbala P.5

Politique : De la locomotive dépend le train du changement P.8

De la **statistique** : "Sans données de qualité, pas d'information de qualité" P.10

Actualités internationales

États-Unis-Cuba : Levée de plusieurs sanctions contre La Havane P.13



Somalie

L'ancien président **Hassan Sheik Mohamoud** à nouveau élu P.12



Quitter le canapé

D'être calé en son canapé ne cadre pas avec les circonstances. La position assise ou allongée n'est pas la meilleure alliée, se murmure-t-il. C'est une position de repos, non d'action, poursuit-il. Puis, soudain, lui revient à l'esprit son état d'égro-tant, celui-là même qui l'entrave. Il se rappelle qu'il n'est pas pour rien en station terminale, cette antichambre du départ sans retour. Mais ce qui survient est trop grave et commande d'agir, s'encourage-t-il. Que oui. De manière bien sonore, il se refuse à regarder s'envoler hors de son escarcelle ce qu'il sait. Ces sous soustraits aux souffrants, il les considère comme siens et aux siens. Les biens qu'il a mal acquis avec cet argent public, plus encore.

Ordinairement, un délinquant se fait discret, du moins le tente-t-il, avant, pendant et après ses actes. De sorte que, si une part du butin qu'il a volé est découverte quelque part par des victimes à la recherche de leurs avoirs, il ne se cabre pas, ne crie pas à la cabale. Il se sait coupable, non victime, à blâmer, non à pleurer. Mais pas ici, pas lui. Il ne comprend tout simplement pas que, dans sa cinquième décennie depuis ce jour qui l'a vu projeté bien haut dans le

palais qu'il allait prendre, l'on vienne lui demander des comptes. De quoi se mêlent-ils, ces enquêteurs ?

A ses yeux, chose volée, chose acquise alors ? A le voir et entendre, l'on serait tenté de répondre par l'affirmative. Qu'il se soit servi chez les autres ne lui pose pas de problème de conscience. Qu'est-ce que la conscience, une carotte ? réagirait-il. Dans cette logique sienne, il suffit de voler pour avoir ce que l'on veut. Et comme pour voler, il faut être en position de le faire, il a pensé au pouvoir. Celui-ci comme moyen de malversations sans limites. Vous l'avez saisi, immunité rime avec impunité dans son esprit. État avec cabri de buffet et abri. Pour lui et les siens.

Alors en avant pour la contre-offensive ? Pour les sollicitations plutôt, car il sent quand même que la situation n'est pas simple. Il y a comme une odeur de poudre qui lui rappelle un registre qu'il redoute : le faire face. Il n'aime pas aller au contact, s'exposer à des assauts, risquer des coups. D'où son envol vers d'autres cieux à la recherche de soutiens, son mode favori d'action. Sans soutien, il n'aurait pas été recruté où il sait, promu chef plus tard, puis bombardé patron suprême.

En clair, il se rend au pays de cet encombrant personnage qui s'est incrusté auprès de lui par qui il sait. Non sans l'emmener, même s'il n'a pas besoin de lui pour être reçu. Il connaît le sollicité à plus d'un titre. Au reste, il s'est officiellement inscrit à une réunion internationale que ce dernier accueille sur les solutions à certains dévastateurs effets du climat. Sa participation à la conférence suffit-elle pour échapper à l'attention des indiscrets ? Ah ces commentateurs qui scrutent ses faits et gestes au lieu de se contenter des compositions de sa geste !

Il le rencontre et lui raconte. Dans quelque salon cossu. Sans impact, cependant, sur ce qui le préoccupe. Le sollicité a aussi ses soucis. Il perd ses poulains l'un après l'autre et subit l'angoisse du lendemain.

Au moins a-t-il quitté le canapé.

D.F.A

Deux enfants meurent, l'un noyé, l'autre brûlé vif dans un incendie



Un enfant s'est mortellement noyé le 13 mai 2022 à la plage de Doudah, près de Djibouti-ville, la capitale djiboutienne. C'était un élève de première année de l'école primaire. Il s'appelait Mohamed Moussa dit Bébé. Bien entendu, l'enfant aurait pu être sauvé si un surveillant de baignade était intervenu. Mais il n'y en avait aucun. La plage de Doudah, exploitée par un particulier qui en monnaie l'accès, est-elle pourvue de surveillants de baignade ? Dans quelle mesure, la responsabilité de l'exploitant est-elle engagée dans cette mort d'enfant ? Une enquête judiciaire est urgente.

Un jour plus tard, le 14 mai 2022, un second enfant est mort, brûlé vif dans un incendie. Il s'appelait Deek Mohamed Ismail. Ce drame s'est produit au PK12, en banlieue de la capitale djiboutienne, dans un secteur très pauvre, sans électricité ni eau courante. C'est plus exactement près de l'antenne relais de Djibouti-Télécom, non loin de la place dite aux chameaux. L'on ignore pour l'heure la cause du sinistre qui a tué l'enfant. Une enquête judiciaire est ici aussi urgente. A suivre de près.

Liban Ibrahim

Deux injections, deux morts au dispensaire de Hayabley à Balbala

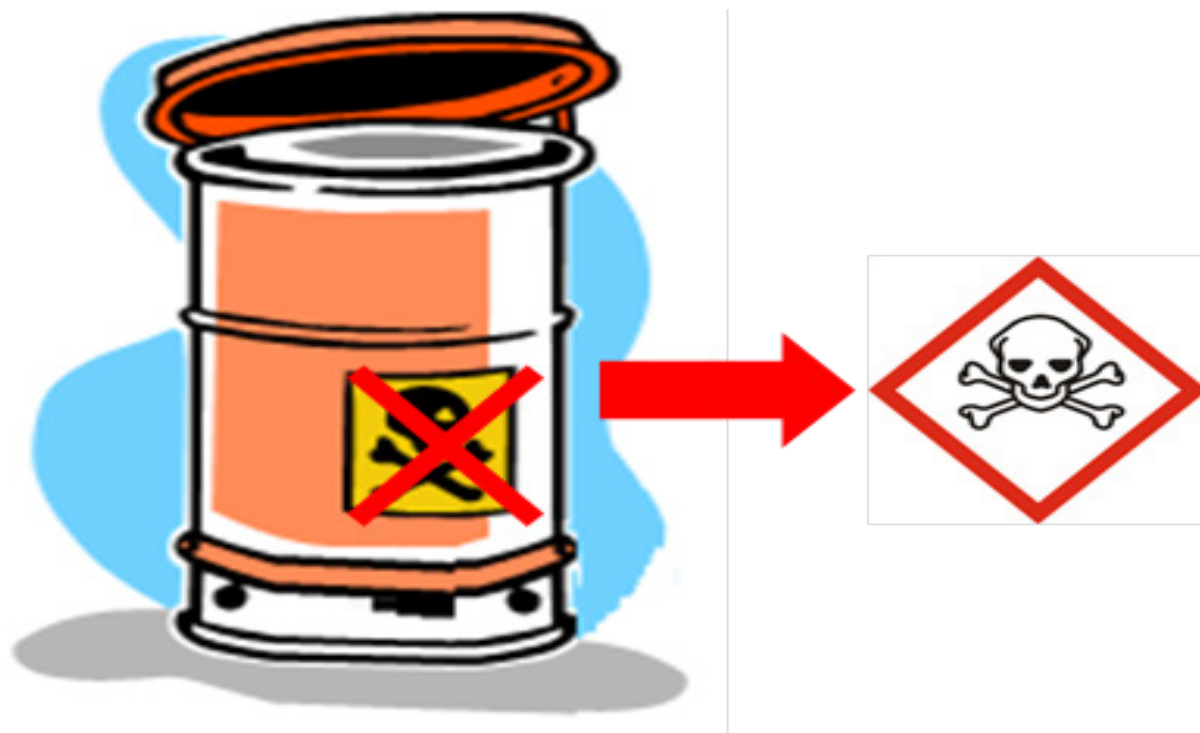


Selon nos informations, un infirmier du dispensaire de Hayabley à Balbala, en banlieue de Djibouti-ville, la capitale djiboutienne, a administré deux injections à deux patients, faisant deux morts. Chacune des deux injections a tué sur le champ la personne qui l'a reçue. La première victime était un homme venu se faire soigner pour brûlures au bras. La seconde victime était, elle, une femme qui se plaignait de fièvre. Les faits se sont produits le 12 mai 2022.

L'infirmier a pris la fuite après les deux décès. Mais il a été arrêté par la gendarmerie et placé en garde à vue.

A-t-il délibérément tué les deux patients ? L'a-t-il plutôt fait par défaillance professionnelle en leur administrant des injections périmées ou inappropriées ? Ces questions doivent trouver réponses dans l'enquête que la gendarmerie a ouverte. A suivre de près.

Empoisonnement de plus de 40 travailleurs dans un dépôt de Salaam Bank



Selon des informations concordantes recueillies par La Voix de Djibouti, quarantaine-et-un travailleurs ont été empoisonnés jeudi 12 mai 2022 en fin d'après-midi, dans un dépôt de stockage de conteneurs et autres marchandises du PK 13, en banlieue de la capitale djiboutienne, Djibouti-ville. Le dépôt est situé en face de l'usine d'huile alimentaire Golden Africa Djibouti. Il appartient au groupe Salaam Bank, proche du président de fait Ismail Omar Guelleh qui passe pour en être l'un des principaux actionnaires.

Ces travailleurs de manutention ont été intoxiqués par un produit chimique qu'ils chargeaient sur des camions à destination d'Éthiopie depuis quatre conteneurs qui

venaient d'être ouverts au dépôt. Un produit chimique hautement toxique dont ils n'étaient pas informés. Ils ont entrepris ce travail sur instructions d'un certain Oussama, responsable pointeur du dépôt de stockage. Leur chef d'équipe, un certain Hassan Sougueh, a relayé l'information du pointeur, leur expliquant que c'était une simple matière synthétique destinée à fabriquer du plastique. C'est après avoir déchargé la moitié de chaque conteneur que les manœuvres se sont sentis mal. Certains se sont même évanouis. Leur chef d'équipe est alors intervenu, arrêtant le travail et appelant les pompiers. Il s'est également retourné vers Oussama pour lui demander pourquoi il lui avait menti sur la nature du produit.

Selon nos informations, Oussama avait enlevé les plaques avertisseuses apposées sur les conteneurs et indiquant la dangerosité de leur contenu. Pourquoi donc ces agissements criminels ? C'est la question qui brûle les lèvres de toute personne prenant connaissance du drame. Une autre question est de savoir comment les douaniers présents ont laissé faire Oussama puisqu'il s'agit d'un dépôt sous douane où aucun accès n'est possible sans présence douanière.

Les travailleurs ont tous été évacués à l'hôpital général dit Italien de Balbala où ceux les plus gravement atteints ont été admis aux soins intensifs. L'un de ces derniers, Ibrahim Abdillahi Doualeh, est entre la vie et la mort.

Le jour même des faits, le dénommé Oussama et le chef d'équipe des travailleurs, Hassan Sougueh, ont été arrêtés par la police et placés en garde à vue au commissariat de Hodan, sur la colline Farah-Had. L'un et l'autre ont été relâchés depuis lors, selon nos sources. Hassan Sougueh a été mis hors de cause et la responsabilité d'Oussama établie. Pourquoi avoir donc relâché ce dernier ? Quant aux douaniers en service au moment des faits, ils n'auraient pas été inquiétés. Pourquoi ?

Nos sources ajoutent que ce même dépôt de Salaam Bank a connu, dans le courant de l'année 2021, l'explosion d'un autre conteneur bourré d'un produit chimique. A notre connaissance, aucune enquête indépendante n'a été menée sur cette explosion toxique. Bien entendu, une telle explosion n'est pas sans conséquences sanitaires sur l'environnement, sur les travailleurs du lieu comme sur les riverains. A suivre de très près.

Politique : De la locomotive dépend le train du changement



La revue de la littérature sur les révolutions du passé, notamment en France, en Russie, ou à Cuba, montre que les révolutions qui ont réussi à se produire dans ces pays et à impacter ces sociétés, étaient précédées par un phénomène particulier et récurrent. C'est un pattern. Il s'agit de l'émergence préalable de femmes et d'hommes qui portent les valeurs auxquelles aspirent les peuples. Des valeurs telles que l'égalité, la solidarité, la justice, le progrès pour tous, la reddition des comptes, etc. Ce sont des consciences vivantes et éveilleuses de consciences. Au clair avec ce qu'elles font, elles ont de l'empathie, un esprit des sacrifices, les reins solides pour endurer les épreuves liées à leur engagement...

Dans le jargon de la science politique, ces personnes de conscience sont connues sous l'appellation de «mens of words» (hommes de paroles). Ils sont la locomotive qui mobilise la masse de gens ordinaires et mène le train du changement. Ce ne sont pas des suppositions mais une occurrence observée à maintes reprises. Par exemple, en Russie de 1917, les mens of words étaient Lénine, Trotski et leur groupe. A Cuba, ce sont Che Guevara, Fidel Castro et les autres qui ont mené la bataille.

À Djibouti, ces hommes et femmes intègres existent bien entendu, mais ils ne sont pas assez regroupés dans la même organisation, ou sous la même bannière. Cela soulève la

question de savoir pourquoi. Le régime est-il à ce point habile pour empêcher leur rassemblement ? L'organisation sociopolitique endogène à base communautaire est-elle à blâmer ? Il y a lieu d'interroger avec lucidité le contexte djiboutien.

Il est vrai que la complexité humaine est telle qu'aucune démarche, si scientifique se veuille-t-elle (qu'est-ce que d'ailleurs la science ?), ne peut en épuiser la connaissance. Mais l'on ne peut faire l'économie d'un effort de compréhension de chaque contexte pour y voir plus clair et avancer.

A défaut d'union des "mens of words", le train du changement a peu de chances d'arriver à destination dans ce pays.

Saad Idriss

De la statistique : “Sans données de qualité, pas d’information de qualité”



“La statistique relierait ensemble des faits relevant de domaines variés de la vie économique et sociale, sans jamais considérer ces faits sous l’angle spécifique d’un de ces domaines. Elle constituerait par conséquent un complément important, même nécessaire, des disciplines partielles de la science économique et sociale” (<https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2011-3-page-32.htm#:~:text=La%20statistique%20relierait%20ensemble%20des,d'un%20de%20ces%20domaines.>)

L’accès à des données fiables et de qualité constitue un défi majeur pour le continent africain. A la

fois instrument de décision et outil de développement, la statistique est devenue une nécessité. Selon Morten Jerven, professeur d’économie à l’université de Lund en Norvège, dans de nombreux pays africains, la possibilité de collecter des données est limitée (<https://africaretailnews.fr/afrique-recherche-donnees-fiables-desesperement/>).

Djibouti figure parmi les pays où les données ne sont pas fiables faute de traitement statistique digne de ce nom. Même s’il existe un institut national de la statistique de Djibouti (INSD) censé fonctionner selon les standards internationaux (<http://www.instad.dj/accueil.php>.) Les

investisseurs privés s'en remettent alors aux chiffres de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international. A la décharge de l'INSD, l'essentiel de l'activité économique djiboutienne se fait dans les petites et moyennes entreprises et dans le secteur informel, ce qui complique les recensements. Mais ce n'est pas une raison pour persister dans l'inaction...

“En 2015, Djibouti était considéré comme l'un des cinq pays privés de données dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). La dernière enquête sur les dépenses des ménages avait été réalisée en 2013 et aucun projet concret n'était en préparation pour en mener une nouvelle. De plus, la capacité statistique de Djibouti à mener des enquêtes et des recensements se situait au bas de la région et son score des capacités statistiques (46,7) était inférieur à celui de la région MENA (64,4) et des autres pays à faible revenu (63,4). Ainsi, le système statistique de Djibouti risquait de ne pas être en mesure de fournir des informations opportunes et d'aider au dialogue sur les politiques” (<https://blogs.worldbank.org/fr/arabvoices/une-enquete-la-fois-constituer-une-base-de-donnees-pour-clairer-le-dialogue-sur-les-politiques>).

Pour résoudre ce problème et donc produire des données fiables sur le pays, la Direction de la statistique et des études démographiques de Djibouti (DISED) a été créée. Elle est devenue depuis lors Institut national de la statistique de Djibouti (INSD). Toutefois, le nombre limité de statisticiens et les pratiques opaques de gouvernance dont la corruption, constituent un handicap dans ce pays de la Corne de l'Afrique. Pour illustrer l'ampleur de la corruption dans l'appareil étatique djiboutien, rappelons que dans ce pays un simple directeur peut rapidement posséder une ou plusieurs villas cossues, un simple colonel devenir propriétaire d'une cité, etc.

Selon un rapport de Transparency International publié en 2020 sur l'indice de perception de la corruption dans 180 pays, Djibouti fait partie des pays les plus corrompus dans le monde (142ème sur 180 pays en 2020).

Djibril Houssein

Somalie : L'ancien président Hassan Sheik Mohamoud à nouveau élu



Dimanche 15 mai 2022, s'est tenue, comme prévu, l'élection présidentielle en République fédérale de Somalie. Elle s'est tenue dans la capitale, Mogadiscio. C'était une élection au scrutin indirect où les parlementaires, c'est-à-dire les membres du Sénat et de la Chambre des représentants, devaient départager 36 candidats.

Parmi les favoris, il y avait le président sortant, Mohamed Abdullahi Mohamed dit Farmajo, les anciens présidents Sharif Sheik Ahmed et Hassan Sheik Mohamoud, l'ancien premier ministre Hassan Ali Khaireh, ainsi que Saïd Abdillahi Dani du Puntland.

Au troisième et dernier tour, se sont affrontés le président sortant Mohamed Abdullahi Mohamed et son prédécesseur Hassan Sheik Mohamoud. Le second a été élu. Le président Farmajo a accepté sa défaite et l'a félicité.

De la sorte, le mode de scrutin indirect a encore fonctionné et permis une alternance pacifique au pouvoir, à la tête d'une Somalie où l'État est en reconstruction.

Le président élu a promis de poursuivre la reconstruction de l'État et le développement socio-économique.

Sahal Hassan

États-Unis-Cuba : Levée de plusieurs sanctions contre La Havane



Lundi 16 mai 2022, la Maison Blanche a annoncé la levée de plusieurs restrictions imposées au Cuba, pays sous embargo des États-Unis depuis 1962. L'assouplissement concerne, entre autres choses, les procédures d'immigration, les transferts d'argent et les liaisons aériennes. Dans un communiqué du département d'État, l'administration Biden affirme remettre en place un programme qui facilitait les procédures d'immigration de membres d'une même famille et qui était suspendu depuis plusieurs années. Il est également promis d'augmenter les capacités de traitement des demandes de visas à La Havane. De même, sont prévues la suppression

du plafond de 1 000 dollars (950 euros) par trimestre et par émetteur/bénéficiaire, qui limitait jusqu'ici les transferts d'argent vers Cuba, ainsi que l'autorisation des envois d'argent hors du cadre familial. Mais le département d'État précise que ces flux financiers ne doivent pas "enrichir" des personnes ou entités violant les droits humains. Du reste, les sanctions financières visant des personnalités ou des entités cubaines restent en place. Washington va encore augmenter le nombre de vols entre les États-Unis et Cuba, en autorisant la desserte d'autres villes que la capitale La Havane, et lever l'interdiction de certains voyages de groupes.

Ces annonces s'inscrivent dans une révision de la politique américaine envers le régime cubain, décidée par le président américain Joe Biden. Les mesures annoncées lundi sont "des décisions pratiques destinées à répondre à la situation humanitaire" à Cuba et à "développer les opportunités économiques" des Cubains, a expliqué un haut responsable de l'administration américaine.

Le gouvernement cubain a salué ces annonces comme "un petit pas dans la bonne direction". A La Havane, le ministre des affaires étrangères, Bruno Rodriguez, a reconnu qu'il s'agissait de "mesures positives" mais qui "ne modifient absolument pas le blocus, ni les mesures principales de siège économique prises par Trump". Il a ajouté dans une déclaration publiée sur le site du ministère : "Ni les objectifs ni les principaux instruments de la politique des États-Unis contre Cuba, qui est un échec, ne changent". Non sans rappeler la "disposition" de son gouvernement à "entamer un dialogue respectueux et sur un pied d'égalité avec le gouvernement des États-Unis". Source partielle : Journal Le Monde.

Récit : A comme Asli et les siens

L'aventure commerciale commence à se révéler fructueuse pour Far. Dès les premiers temps, il trouve des clients qu'il parvient à fidéliser. Il en enregistre d'autres qui, mois après mois, élargissent les rangs de son achalandage. C'est un signe annonciateur de croissance pour son activité.

De ce début de réussite, il tire déjà une certaine notoriété locale. Suit un surnom : Far Foyer. Le substantif accolé à son prénom, n'est pas sans rapport avec le camp militaire colonial de Dikhil. Plusieurs de ses clients y servent en soldats et l'épicerie leur rappelle son foyer. L'ancien chamelier n'est pas surpris d'être surnommé, car il connaît la propension de ses compatriotes à le faire.

A mesure qu'il monte en âge, Far Foyer attire l'attention des familles dikhiloises en quête de gendres. Les offres de mains se multiplient. L'un des notables de la ville, par ailleurs commerçant dans l'alimentation générale comme lui, insiste même en faveur de l'une de ses filles. Mais

le Dikhilois d'adoption décline avec doigté toutes les démarches, mettant en avant son statut de soutien de famille qui, pour le moment, relègue au second plan tout projet d'union.

Au moins six mois par an, soit la période qui s'étend de mars à août et que les pasteurs nomades préfèrent passer sur les plateaux verdoyants du pays, loin des plaines côtières qui les accueillent en saison fraîche, le dromadaire familial vient directement le trouver à Dikhil-ville. Il le charge généreusement, envoyant aux siens toutes sortes de denrées et autres disponibles sur ses étagères. Pour la famille, ce soutien du fils ne consolide pas seulement sa sécurité en provisions urbaines, il sert aussi sa position sociale. En effet, l'adossement à la ville n'est pas mal vu dans les stratégies rurales de subsistance. Même s'il s'agit ici de villes exogènes qui supplantent les cités anciennes du pays. Est donc terminé le temps où la seconde porte du défunt I-Le-Doux pouvait apparaître précaire et à protéger.

Asli n'est pas en reste qui retient l'attention alentour. Elle en impose par sa vive intelligence, sa beauté et sa bienveillance. Elle est de celles qui émerveillent et mènent leur monde. Aisément, son sourire apaisant fait tourner bien des têtes, et pas seulement de sa génération. Outre les célibataires qui se signalent par maints signes, plusieurs mâles mariés lui manifestent leur intérêt. Mais elle est au clair avec son avenir et traite ses prétendants en conséquence. Elle éconduit courtoisement les candidats déjà en couple, ces hommes au membre mouillé, comme les appelle parfois l'humour locale. Elle refuse avec force d'être seconde épouse, même si sa mère en a été une. Quant à la multitude non mariée, elle la laisse rêver. Elle n'émet aucun signe qui sélectionne. A vingt ans, elle est d'autant moins pressée de tomber dans les bras d'un homme que les siens ont encore besoin d'elle.

Reste que, auprès d'Asli, les demandeurs de sa précieuse main ne se découragent pas. Ils sont sans cesse plus nombreux, un peu comme si sa résistance en attirait toujours davantage. Elle les voit même entrer

en compétition. Dans l'arène du verbe. En prose ou en poésie. Chacun y va de son inspiration pour débiter des douceurs et se rêver élu. Le rêve comme reflet de l'espérance. A suivre.